

N°202
2e30

BILLETTS D'AFRIQUE

DECEMBRE 2019



MENSUEL D'INFORMATION SUR LA FRANÇAIFRIQUE ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION SURVIE

« GUERRE CONTRE LE TERRORISME » :
LA TRAJECTOIRE À RISQUE DE
L'ARMÉE FRANÇAISE AU SAHEL

Togo / OGM au Burkina / Balai citoyen

Ceci est à moi

La commission mixte franco-malgache sur les Iles Éparses, revendiquées par Madagascar depuis plus de quatre décennies, a commencé ses travaux le 15 novembre dernier. Acceptée par Macron pour éviter un recours de Madagascar devant une cour de justice internationale, elle doit en principe conclure soit à une cogestion soit à une restitution d'ici juin 2020. Pour l'instant, c'est mal parti, les deux délégations ne s'accordant que sur un point à l'issue de la première réunion, selon le communiqué final : « Les deux délégations ont acté l'existence, à ce stade, d'un différend sur la question de souveraineté » (*Jeune Afrique*, 19/11). Rappelons qu'en préalable à ces discussions, Macron avait cru bon faire escale sur l'île de Grande Glorieuse, au large de Madagascar, le 23 octobre dernier pour y déclarer : « Ici, c'est la France, c'est notre fierté, notre richesse (...) Ce n'est pas une idée creuse. » « Pourtant si, dire "ceci est à moi", en dépit de la géographie, de l'histoire et du droit international, est bel et bien une "idée creuse", voire une provocation, comme cela est perçu par les Malgaches », commente l'avocat Philippe Disaine Rakotondramboahova (*Le Monde Afrique*, 15/11). La question est en effet tranchée depuis la résolution de l'ONU du 12 décembre 1979, favorable à Madagascar, mais que la France ne respecte pas. Mais que vaut le droit international face à une zone économique exclusive de 640 400 kilomètres carrés présumée riche en hydrocarbures (cf. *Billets* n°215, été 2012)...

Le goût des armes

En visite officielle à Dakar le 17 novembre dernier, Édouard Philippe a procédé à la première restitution d'un bien culturel africain depuis la remise du rapport des universitaires Felwine Sarr et Bénédicte Savoy, en novembre 2018. Ce rapport avait été commandé après les promesses faites par Macron à Ouagadougou en 2017 : « Je veux que d'ici cinq ans les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique » (cf. *Billets* n°273, décembre 2017 - janvier 2018). Il s'agissait



Bulletin fondé en 1993 par François-Xavier Verschave - **Directrice de la publication** Pauline Tétillon - **Directeurs de la rédaction** Mathieu Lopes, Thomas Noirot - **Comité de rédaction** R. Granvaud, D. Mauger, O. Töbner, Y. Thomas, R. Doridant, M. Bazin, P. Tétillon - **Ont contribué à ce numéro** T. Bart, B. Besnier, M. David - **Image de Une** : Mali, 15 décembre 2015, photo sous licence CC Fred Marie - **Édité par** Association Survie, 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris - **Tél.** (+33)9.53.14.49.74 - **Web** <http://survie.org> et <https://twitter.com/Survie> - **Commission paritaire** n°0221G87632 - **Dépôt légal** décembre 2019 - ISSN 2115-6336 - **Imprimé par** Imprimerie 3 A, 7 rue Marie Pia - 91480 Quincy-s/s-Sénart

de restituer au Sénégal l'une des épées qui aurait appartenu à El Hadj Oumar Tall, fondateur de l'empire toucouleur (en fait un prêt pour cinq ans renouvelable, le droit patrimonial français ne permettant pas à ce jour de sortir un objet des collections nationales). Mais « le rapport que nous avons écrit avec Bénédicte Savoy n'a pas été évoqué. C'est comme si la restitution de ce sabre était déconnectée de tout le débat qui a lieu depuis 2018 sur cette question », regrette Felwine Sarr (*Jeune Afrique*, 21/11). Lors de son discours, le Premier ministre français a en effet préféré dissenter sur son goût personnel pour les sabres (« J'en possède un qui me suit partout, dans mes différents bureaux »), le savoir-faire de la métallurgie française et la coopération sécuritaire avec le Sénégal dans le cadre de la lutte contre le terrorisme (*Le Monde Afrique*, 18/11)... Un discours « un peu hors sujet » qui témoigne d'un « manque de solennité de la part de la France », estime l'universitaire sénégalais. Il faut dire que le Premier ministre français, venu avec six autres ministres du gouvernement, s'était surtout déplacé pour signer des accords et contrats, notamment la vente de trois patrouilleurs équipés de missiles, censés répondre aux nouveaux besoins du pays. Celui-ci doit en effet devenir producteur de pétrole et de gaz offshore à partir de 2021 (cf. *Billets* n°291, novembre 2019)...

Impunité inacceptable

Faute d'obtenir la moindre considération de la part des autorités françaises, c'est à l'ONU que les familles des journalistes français Ghislaine Dupont et Claude Verlon, enlevés et tués au Mali en 2013, sont allées témoigner de leur calvaire, à l'occasion d'une exposition de dessins organisée par l'Unesco pour lutter contre l'impunité après la mort de journalistes (*AFP*, 31/10). Rappelons que des enquêtes de *RFI* (22/07) et de *Radio France* (07/09) ont battu en brèche la version de l'armée française, couverte par le secret défense, selon laquelle les forces spéciales n'auraient pas poursuivi les ravisseurs, et mis au jour les étranges troubles de la mémoire de l'ancien président Hollande. « On nous ment, on nous a promis de nous dire la vérité, mais aujourd'hui on ne sait rien », déplore la sœur de Claude Verlon. Jean-Yves Le Drian, « n'a pas eu beaucoup d'humanité envers moi », regrette la mère de Ghislaine Dupont, bientôt âgée de 90 ans. Quelle surprise de la part d'un homme si attaché au respect des droits humains... Les familles ont reçu le soutien de la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les

exécutions extrajudiciaires, Agnès Callamard, qui a estimé que « l'impunité en France était inacceptable ».

Commémoration et commémoration

Le ministère des Armées a inauguré le 11 novembre dernier son « monument aux morts pour la France en opérations extérieures », soit 5 jours après le quinzième anniversaire de la mort de 11 militaires français dans le bombardement du camp de Bouaké en Côte d'Ivoire. Mais à part *RFI* (06/11), aucun média n'a jugé bon de remettre cette vieille histoire sur la table... Il faut croire que les soldats français ne sont « morts pour la France » que lorsque leur décès ne résulte pas directement des coups tordus franco-africains. Et puis il aurait fallu rappeler que la Cour de Justice de la République a refusé de juger les ministres impliqués dans la dissimulation des preuves contre l'avis de la juge d'instruction (cf. *Billets* n°280, septembre 2018)... Cela faisait sans doute désordre.

Virés équitablement

La Compagnie fruitière, multinationale de Marseille, se targue de ses différentes certifications pour ses bananes produites au Cameroun, dont celle dite de "commerce équitable", avec le label Max Havelaar : c'est dire si ses 7000 salariés camerounais doivent être heureux. Mi-novembre, pourtant, des milliers de travailleurs se sont mis spontanément en grève (contre l'avis des syndicats) pour défendre les gardiens des plantations, une fonction que la boîte a choisi d'externaliser. Malgré cette mobilisation et la répression policière sur place, inédites depuis les émeutes de février 2008, la société bananière s'est défaite de dizaines de gardiens - mais pas de ses certifications.

L'étau se resserre

Mediapart (01/12) a pu consulter des documents selon lesquels « Thierry Gaubert, ancien collaborateur de Nicolas Sarkozy, et intime de son lieutenant Brice Hortefeux, a reçu en février 2006 sur un compte secret aux Bahamas, un an avant l'élection présidentielle, une somme de 440 000 euros provenant des caisses du régime Kadafi (...) L'argent a transité par une société offshore de l'intermédiaire Ziad Takieddine, qui centralisait les versements libyens. » « C'est la première fois dans l'affaire libyenne qu'un membre du clan Sarkozy se trouve impliqué par un transfert bancaire du régime libyen en relation avec des opérations de financement qui ont précédé la présidentielle de 2007 », explique le journal en ligne. Joyeux Noël Sarkozy !

Treize soldats français sont morts le 25 novembre dans le cadre de l'opération Barkhane au Mali. Leurs noms vont s'ajouter à ceux déjà inscrits sur le monument aux morts en opération extérieure (OPEX) inauguré deux semaines plus tôt, 549 depuis l'opération Limousin au Tchad en 1969.

Dans les jours qui ont suivi, ce n'était que glorification de l'armée, apologie de la guerre contre le terrorisme, appel à l'union nationale – bien pratique dans un contexte intérieur de tensions sociales – et cris d'orfraie lorsque des voix, qui se font d'ailleurs de plus en plus entendre, remettent en cause la présence militaire française au Sahel. En témoignent les réactions offusquées suite au tweet de la CGT chômeurs du Morbihan « *Toutes nos pensées aux familles de militaires morts pour le colonialisme au Mali* », dont la direction de la CGT s'est d'ailleurs courageusement désolidarisée.

Mais pour quoi sont-ils morts ? « *Ils sont morts en opération, pour la France, pour la protection des peuples du Sahel, pour la sécurité de leurs compatriotes et pour la liberté du monde, pour nous tous qui sommes là* », a déclaré Emmanuel Macron lors de la cérémonie d'hommage aux Invalides.

Sauf que côté « *protection des peuples* », la situation sécuritaire au Sahel ne fait que se détériorer depuis l'intervention française en 2013, les violences se sont étendues, au Mali et dans les pays voisins. Les populations paient le plus lourd tribut de cette guerre : les victimes – y compris soldats et civils – ne se comptent pas par dizaines, mais par milliers, dans l'indifférence générale et sans hommages. L'action de l'armée française y est de plus en plus décriée, et la pression populaire monte pour un départ de l'armée française.

Et la « *liberté* » vantée par Macron ne semble pas peser lourd quand il s'agit de s'allier avec les dictateurs qui terrorisent les « *peuples du Sahel* » ou avec certains groupes armés comme au nord du Mali, puis d'empêcher des personnes qui fuient la guerre et la misère de gagner des régions moins hostiles.

Quant à la « *sécurité* » des Français, il semble illusoire de chercher à l'obtenir par une intervention qui ne fait qu'aggraver la situation sur place et alimente le ressentiment contre une armée considérée comme d'occupation.

Il ne reste qu'une raison : ils sont morts « *pour la France* ». Une France dont les dirigeants politiques et militaires s'obstinent à garder au moins une partie de la mainmise sur ses anciennes colonies, pour y préserver ses intérêts économiques et conserver son statut de puissance sur la scène internationale. Mais être morts pour, ne veut pas dire pour autant qu'ils n'en sont pas aussi des victimes. Derrière l'image du soldat héroïque se cache souvent une réalité moins glorieuse, celle décrite par Justine Brabant et Leila Miñano dans leur livre *Mauvaises Troupes* évoqué dans notre dernier numéro (de nombreuses recrues de l'armée, engagées par absence de perspectives plus que

par réel choix, séduites un temps par l'illusion d'une aventure, mais mal préparées, en viennent parfois à commettre les pires horreurs, et en ressortent souvent brisées, traumatisées).

Quoi qu'il en soit, qu'ils se soient enrôlés par égarement, par aubaine ou même par conviction, leur engagement était imprégné voire aveuglé par un imaginaire colonial qui sous-tend et justifie toujours la politique néocoloniale française en Afrique. C'est aussi cette idéologie impérialiste d'un État et de son armée qui les a menés à cette issue tragique.

Le 11 novembre dernier, lors de l'inauguration du monument aux morts en OPEX, Macron disait de ces morts qu'ils « *constituent une cohorte héroïque qui s'inscrit dans une longue histoire et plonge ses racines aux sources de la République* ». Même morts, il servent malgré eux le récit national d'une histoire beaucoup trop longue de notre politique impérialiste, qui égrène ses victimes, parfois françaises mais le plus souvent des pays colonisés, depuis les sources coloniales de la Vème République.

Pauline Tétillon

MORTS POUR QUOI ?

Sommaire

- 2 LES BRÈVES DE LA FRANÇAUFRIQUE
- 3 ÉDITO Morts pour quoi ?
- 4 TOGO Présidentielle, un air de déjà vu

- 5 BURKINA FASO Eri Kinda, porte-parole du Balai citoyen : « Politiquement, il n'y a pas encore d'alternative »
- 7 BURKINA FASO Territoire-test à OGM
- 9 SAHEL Dernières nouvelles de la « guerre contre le terrorisme » de la France en Afrique

PRÉSIDENTIELLE AU TOGO UN AIR DE DÉJÀ VU

En avril 2015, *Billets d'Afrique* publiait un dossier sur le Togo : « Togo : nouvelle parodie électorale en vue, la France doit enfin prendre ses distances ». Cinq ans auparavant, en février 2010, *Survie* publiait une lettre ouverte avec ses partenaires¹ intitulée « Togo Élection présidentielle du 28 février 2010. Une nouvelle mascarade en perspective ». Faut-il rappeler les massacres lors de celle de 2005 ayant permis la succession dynastique qui mena au pouvoir Faure Gnassingbé ? A quelques mois de la présidentielle, sa voie est toute tracée pour un quatrième mandat à nouveau validé par la France et l'Union Européenne.

En mai dernier, Faure Gnassingbé a fait passer son projet de révision de la Constitution par la chambre d'enregistrement du pouvoir qu'est l'Assemblée Nationale (90 votes pour sur 91 députés). Si cette réforme limite officiellement à deux le nombre de mandats présidentiels et instaure une élection à deux tours, elle permet surtout au fils d'Eyadama (qui fût au pouvoir pendant 39 ans) de se représenter pour deux mandats supplémentaires (cf. *Billets* n°288, été 2019). Depuis cette réforme et dans le but de s'assurer une victoire lors de la prochaine présidentielle - qui aura lieu entre fin février et début mars 2020 - le régime restreint plus que jamais les libertés et marges de manœuvre de la société civile et de l'opposition togolaise.

Au début de l'été, le parti au pouvoir (l'Unir) a rappelé son savoir-faire en matière de fraude électorale à grande échelle. C'est ainsi que lors des premières élections municipales organisées en 32 ans, l'Unir a raflé 895 des 1490 sièges sur le territoire. Brigitte Adjmagbo Johnson, de la coalition de partis politiques d'opposition « C14 » indique : « *le régime encore une fois a usé de fraude, de bourrage d'urnes, d'achat de consciences. [...] Quand dans un bureau de vote, déjà à l'ouverture, le délégué de la C14 arrive et voit que l'urne est pratiquement remplie à moitié [...] C'est grotesque ce qui s'est passé.* » (RFI, 8/07/19).

Une opposition en ordre dispersé

A l'approche de la présidentielle, les partis d'opposition ne se sont pas mis d'accord sur une stratégie commune comme ils l'avaient fait lors des dernières élections législatives fin 2018, et avancent donc en ordre dispersé. Situation idéale pour le pouvoir en place pour s'assurer une nouvelle victoire dans le cadre d'une élection qu'il pourra présenter comme libre... Jean Pierre Fabre, leader de l'Alliance nationale pour le

changement (ANC) et déjà candidat malheureux des deux dernières élections présidentielles, a annoncé sa candidature. Tikpi Atchadam du Parti national panafricain (PNP), à l'origine des importantes manifestations de 2017 (cf. *Billets* n°271, octobre 2017) et qui se trouverait en exil au Ghana (*Jeune Afrique*, 9/10), appelle toujours ses militants à « *forcer* » Faure Gnassingbé à « *renoncer à son projet* » de se représenter. Quant à l'archevêque émérite de Lomé, Mgr Philippe Fanoko Kossi Kpodzro, à l'initiative d'une coalition de partis politiques mais sans les deux principaux partis d'opposition (l'ANC et le PNP), il demande à la fois une « *suspension immédiate* » du processus électoral et une candidature unique de l'opposition (*Jeune Afrique*, 15/11)...

Ils partagent néanmoins la demande d'une réorganisation de la Commission électorale nationale indépendante, d'une recomposition de la Cour constitutionnelle ou encore d'une modification du Code électoral... ce que le pouvoir en place refuse, au-delà de simples aspects cosmétiques.

Restriction des libertés

Se sentant vulnérable à la contestation populaire, le régime a fait passer une loi cet été restreignant fortement les manifestations publiques, désormais interdites avant 11h et après 18h, exclues de la plupart des lieux publics, avec la possibilité pour l'administration d'en limiter le nombre. Le ministre de l'administration territoriale explique que « *Ces modifications apportées ont été faites en tenant compte des conséquences tirées des manifestations publiques que notre pays a connues depuis le 19 août 2017* » (*Jeune Afrique*, 8/08/19). Pour Spéro Mahoulé, le président du Collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT), il s'agit d'un recul de l'État de droit : « *Il y a tellement d'endroits interdits que finalement les manifestations n'auront aucune incidence et donc c'est contraire aux libertés indivi-*

duelles » (RFI, 8/08/19).

Autre signe de cette volonté de verrouillage par crainte de la contestation : l'interdiction d'entrer sur le territoire mi-octobre à 3 militants de Tournons la pages (TLP), ressortissants de la CEDEAO, dont Maikoul Zodi (coordinateur de TLP Niger) et Alexandre Didier Amani (coordinateur de TLP Côte d'Ivoire). Ils venaient assister au lancement de la 10ème coalition TLP, celle du Togo, créée par le Front Citoyen Togo Debout (FCTD) et la Synergie de l'Intelligentsia pour des Actions en faveur des Droits de l'Homme (SIADH). La police des frontières a évoqué « *des raisons d'État* » (Amnesty International, 16/10/19).

L'UE et Paris tiennent le cap

Le 26 novembre a eu lieu la 20ème session du Dialogue politique Togo-Union européenne qui a permis notamment de dresser « *le bilan des élections municipales* », mais sans aucune remarque (du moins publique) sur les fraudes à grande échelle. L'UE se contente d'indiquer dans son communiqué final, pour la prochaine élection présidentielle, qu'elle souhaite qu'elle « *se déroule dans les meilleures conditions de transparence, d'équité et de paix* ». Difficile de faire moins engagé. Par contre sur le plan sécuritaire, les membres de la délégation « *ont réaffirmé leur plein soutien au Togo [...] pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent* » ; et sur le plan économique, M. Bruno Hanses, Chargé d'affaires de la Délégation de l'UE indique : « *Je voudrais souligner la forte convergence qui existe entre le Togo et l'UE sur le partenariat économique et commercial. Avec le suivi du Forum économique Togo-UE et la poursuite de la politique des réformes du gouvernement nous pouvons tenir le cap* »². Tenir le cap dans le soutien à un régime despotique depuis un demi-siècle.

Thomas Bart

1. Cedetim, Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique, Mouvement de la paix, Peuples

solidaires, Survie

2. Délégation de l'Union européenne auprès de la République

Togolaise, « 20ème session du Dialogue politique Togo - Union européenne », 26 novembre 2019.

BURKINA FASO

« POLITIQUEMENT, IL N'Y A PAS ENCORE D'ALTERNATIVE »

Cinq ans après l'insurrection populaire qui a chassé Blaise Compaoré du pouvoir au Burkina Faso, nous avons voulu faire le point avec Eric Ismaël Kinda, qui en parallèle de ses activités d'enseignant de philosophie dans un lycée de la capitale, Ouagadougou, est membre de la coordination nationale et porte-parole du Balai citoyen. Cette organisation, créée en 2013, avait été en première ligne des mobilisations contre la tentative de modification de la Constitution par le président-dictateur Blaise Compaoré, qui ont entraîné sa chute (et son exfiltration par les forces spéciales françaises stationnées à Ouagadougou).

Billets : On connaît le rôle important que le Balai citoyen a joué en amont et pendant l'insurrection populaire de fin octobre 2014 (cf. *Billets* n°241, décembre 2014), mais quel est son objectif aujourd'hui ?

Eric Kinda : Le Balai citoyen est un mouvement de la société civile, c'est un mouvement citoyen qui se définit comme une force de pression et de proposition, je dis bien de pression et de proposition. Parce que la critique est le plus souvent facile mais faire des propositions est une autre paire de manches. Il faut faire la pression, il faut critiquer mais il faut proposer. Notre travail ne consiste pas uniquement à critiquer la gouvernance, il faut faire des propositions concrètes. Un de nos sujets est le contrôle des politiques publiques et de la gouvernance. Ce sont les domaines dans lesquels nous intervenons en tant qu'organisation citoyenne. Notre vision c'est de faire du Burkina Faso un État véritablement démocratique où les droits de l'Homme seront une réalité et pas une théorie, faire de ce pays un modèle, pays de référence en matière de démocratie et de respect des droits de l'Homme.

Comment voyez-vous la situation actuelle au Burkina Faso et son évolution depuis le renversement de Blaise Compaoré en 2014 ?

D'un point de vue politique nous sommes dans une situation assez difficile. Quand il y a eu l'insurrection populaire, le peuple attendait un changement de politique, un changement à tous les niveaux, à toutes les échelles de la société. Malheureusement ce changement tant attendu n'est pas venu, il y a eu en réalité alternance, mais il n'y a pas eu changement dans la gouvernance, ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui sont les mêmes qui ont cheminé avec Blaise Compaoré pendant plus de vingt-sept ans. Ils sont aussi en grande partie responsables de la situation politique, et



dans la situation que nous vivons aujourd'hui, on ne voit rien de positif se profiler. On s'aperçoit que chez les hommes politiques toutes tendances confondues il n'y a pas une vision pour le pays, il n'y a que des règlements de comptes entre anciens camarades politiques. Il n'y a que des critiques parfois stériles et des règlements de comptes qui se font sur le dos du peuple. Politiquement il n'y a pas encore d'alternative.

La situation sécuritaire est aujourd'hui difficile, avec des attaques terroristes djihadistes à répétition, quasi quotidiennes. Pour les observateurs avertis, ce n'est pas aussi surprenant parce que l'ancien régime a pendant

longtemps entretenu des relations pas du tout orthodoxes, pas du tout saines avec les groupes terroristes. On sait que ces groupes avaient élu domicile à Ouagadougou dans des villas feutrées où on leur offrait gîte et couvert. Aujourd'hui Blaise Compaoré n'est plus au pouvoir alors qu'ils traitaient ensemble, c'est une façon pour eux de se venger d'avoir perdu les avantages qu'ils avaient avec l'ancien régime. Je pense que pour des observateurs avertis, ce n'est pas surprenant ce qui arrive au Burkina.

Il faut se rappeler aussi que à la fin de la transition [entre l'insurrection et les premières élections qui ont suivi, NDRL], le président de

la transition Michel Kafando avait averti Roch Kaboré [qui a été élu président, NDRL] que l'ennemi et les forces du mal étaient déjà aux portes du Burkina. Ce qui veut dire qu'ils étaient pour la plupart prêts à attaquer le pays. Ceux qui ont en charge aujourd'hui la destinée de ce pays manquent cruellement de vision. À son investiture, le nouveau président aurait d'ailleurs dû annoncer qu'on était sur le point d'entrer en guerre, au lieu d'attendre que la guerre s'impose à nous. Par manque de vision, on en est là alors que tous les indices étaient connus.

Malgré cela, est-ce que depuis 2014, au niveau de l'espace civique, des libertés individuelles et de la liberté de la presse par exemple, la situation a évolué ou est-ce comme du temps de Blaise Compaoré ?

Au niveau de la liberté de la presse il me semble bien que la situation a évolué. Aujourd'hui la presse est multiple, que ça soient des radios et les journaux, et les journalistes peuvent librement faire leur travail sans être inquiétés. Mais au niveau des libertés publiques, collectives, il y a un recul grave, un recul que nous en tant que citoyens ou mouvement citoyen nous dénonçons avec toute notre énergie. Le contexte d'insécurité est devenu un prétexte pour interdire par exemple les manifestations publiques à caractère surtout revendicatif. Le pouvoir, prétextant que le pays traverse une situation difficile, ne va pas autoriser à manifester sur la voie publique des organisations de la société civile qui désirent s'exprimer. Un exemple, le 16 septembre dernier : il y avait l'Union d'Action Populaire, qui regroupe des partis politiques et des organisations de la société civile, qui voulait manifester pour dénoncer la mauvaise gouvernance, apporter un soutien aux forces de défense et de sécurité et dénoncer la présence de l'armée française sur le territoire. Et cette manifestation a été interdite et ceux qui ont bravé l'interdiction se sont vus pourchassés dans la ville

de Ouagadougou et aspergés de bombes lacrymogènes. Donc de ce côté-là il y a un recul très grave. Les manifestations qu'on autorise aujourd'hui sont les manifestations qui visent à encenser le pouvoir, qui visent à apporter le soutien multiforme au pouvoir. Mais quand ce sont des manifestations pour dénoncer le pouvoir, là on nous brandit la menace terroriste.

Justement, quelle est aujourd'hui la perception de la présence française en Afrique et plus particulièrement au Burkina Faso ?

En tout cas c'est mal perçu au Burkina Faso, on n'a pas une bonne perception de la présence militaire de la France au Burkina et en Afrique parce que cela reste considéré comme une forme de néocolonialisme, le problème est qu'il y a une sorte d'agenda caché de la politique française à l'extérieur qu'on ne maîtrise pas. D'ailleurs la France est en train de payer ses erreurs stratégiques en dépit même des experts qu'elle compte. La guerre et la déstabilisation de la Libye, la France y est pour quelque chose.

La France était en tête des grandes puissances qui voulaient que l'ONU apporte son feu vert pour aller bombarder Kadhafi. On est parvenu à tromper l'opinion nationale française, on est parvenu à tromper l'opinion internationale sur l'utilisation par Kadhafi d'armes de destruction massive pour bombarder des populations rebelles. Kadhafi avait prévenu, "si vous coupez ma tête, vous allez le regretter". Kadhafi avait conscience, même si c'était un personnage contesté et contestable, il avait quand même de la vision, il avait conscience que sa déstabilisation allait créer des problèmes au niveau du Sahara, au niveau du Sahel. Aujourd'hui la France est en train de payer cher une erreur stratégique, une erreur de géopolitique, malheureusement nos pays paient aussi. Le peuple burkinabè, le peuple malien, tous les peuples du Sahel le paient très cher.

La France cherche à prouver aux yeux des peuples africains que son mandat est propre,

qu'il n'y a pas un agenda caché et que sa présence sur notre territoire est une nécessité, qu'elle s'y trouve parce que nos gouvernements le veulent ! Mais j'en doute car malgré toute la logistique que la France déploie en Afrique, on n'est pas capable d'éradiquer le djihadisme, ou à défaut de l'éradiquer, de diminuer au moins ses forces. Ça fait des années que ça dure et toute la politique de la France sur cette question a des contours très flous.

Je vous donne un exemple : pourquoi l'Algérie ne fait pas partie du G5 Sahel ? C'est un problème quand on connaît les relations difficiles qu'ont la France et l'Algérie alors que l'Algérie, non seulement est une puissance militaire en Afrique, mais a aussi une longue expérience en matière de lutte contre le terrorisme. Pour moi, le fait même que l'Algérie ne fasse pas partie du G5 Sahel est assez symptomatique. Mais aussi le Nigeria : il ne fait pas non plus partie du G5 Sahel, c'est un problème. On sait que le Nigeria est une puissance économique et militaire en Afrique.

La composition du G5 Sahel fait elle partie des revendications du Balai citoyen et de la société civile burkinabè ?

Je ne parlerais pas de revendications, c'est un constat, c'est une critique que nous faisons et pour nous le fait que ces puissances africaines ne figurent pas dans le G5 Sahel, c'est suspect... et, partant, on ne peut pas du tout faire confiance à la présence de l'armée française en Afrique, on n'a pas l'impression que la France joue réellement franc jeu. En tout cas nous n'avons pas connaissance que l'on ait proposé à ces pays de façon officielle de faire partie du G5 Sahel et qu'ils aient refusé.

Il y a des élections présidentielles qui sont prévues au Burkina Faso en 2020, comment voyez-vous ce scrutin arriver et est-ce que vous avez de l'espoir vis-à-vis de ces élections ?

Notre préoccupation au niveau du Balai citoyen ce n'est pas l'agenda électoral mais le problème sécuritaire. Ces élections aux yeux du monde seront l'expression d'une vitalité démocratique, mais malheureusement nous ne sommes pas sûrs que les élections de 2020 vont renouveler la classe politique : il reste le problème de l'alternative.

Or lorsqu'on observe la classe politique actuelle, ce sont pratiquement les mêmes acteurs depuis une trentaine d'années. Donc en termes d'espoir, je n'en vois pas trop. Si nous devons avoir espoir, c'est que d'ici à 2020 on va pouvoir réduire le nombre d'attaques terroristes que vit le pays depuis quatre ans maintenant.

Propos recueillis par Martin David

PRÉTEXTE SÉCURITAIRE

Renforcé le 1er août (notamment sur la publication d'informations sur les déplacements et équipements des forces armées), le Code pénal burkinabè sanctionne « la participation à une entreprise de démoralisation des forces de défense et de sécurité » (VOA, 13/08). Un fourre-tout pratique pour faire taire toute critique. L'activiste Naïm Touré, déjà condamné en 2018 à 2 mois de prison pour « incitation de troubles à l'ordre public » pour s'être « indigné du sort d'un gendarme, toujours en attente d'une évacuation sanitaire près d'un mois après avoir été blessé lors d'une opération

antiterroriste » (RFI, 4/07/18), en sait quelque chose. Déjà auditionné en mai dernier par la gendarmerie suite à une plainte déposée par le chef d'état major général des armées (lefaso.net, 27/05), le blogueur a été interpellé en pleine nuit par la direction de la surveillance du territoire, début novembre, après avoir dénoncé sur son compte Facebook la « promotion de la médiocrité » au sein de la hiérarchie militaire (RFI, 14/11). Poursuivi pour cette « tentative de démoralisation des forces de défense et de sécurité », il s'est plaint selon son avocat « d'avoir été battu » (lefaso.net, 13/11).

BURKINA FASO

TERRITOIRE-TEST À OGM

Après l'échec du coton Bt de Monsanto, les Burkinabè sont une nouvelle fois les cobayes des firmes de biotechnologies, cette fois avec des moustiques génétiquement modifiés.

Le 1er juillet dernier s'est déroulé un lâcher de moustiques génétiquement modifiés, dans le village de Bana, commune de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso. L'organisation à but non lucratif se nomme « Target Malaria » (*Objectif paludisme*), dont les travaux sont portés par l'équipe d'Austin Burt, chercheur à l'Institute College de Londres depuis 2012.

Le but « louable » du projet est d'éradiquer la propagation du paludisme (malaria en anglais), une infection provoquée par une bactérie transmise aux humains par un groupe spécifique d'espèces de moustiques, les anophèles. Cette maladie a tué plus de 27 000 personnes en 2017 au Burkina Faso. Les Africain·e·s représentent 90 % des personnes contaminées, dont une grande partie des enfants meurent avant l'âge de 5 ans.

La contamination se faisant par la femelle du moustique *Anopheles gambiae*, beaucoup de méthodes de lutte ont été utilisées depuis les années 60, surtout des insecticides. Devant tous les moyens chimiques, les moustiques ont développé des résistances. Les nouvelles méthodes d'ingénierie génétique, notamment CRISPR-CAS9, offrent de nouvelles possibilités.

Nouvelle médecine coloniale

L'équipe de Burt est en partenariat avec l'Institut de Recherche en Sciences de la Santé (IRSS) de Bobo-Dioulasso, dirigé par le Dr. Abdoulaye Diabat. L'idée est d'introduire une population de moustiques mâles contenant un gène spécifique qui induirait une descendance mâle à chaque reproduction ou une stérilité. Au bout de quelques générations, cette technique réduirait théoriquement la population de moustiques à néant. Cette technique visant à imposer la transmission d'un gène à toute la descendance s'appelle le forçage génétique.

Mais avant de libérer les mâles contenant le gène en question, l'équipe de Burt a besoin d'étudier la dissémination dans la nature du moustique responsable de la maladie. Pour cela, la première étape du projet s'est faite en juillet. 6400 anophèles mâles stériles contenant un gène de fluorescence, pour les repérer et les capturer ensuite, ont été lâchés (cf. *Billets* n°288, été 2019).

Ces captures sont effectuées par les jeunes du village. Munis de tubes, ils se

laissent piquer et capturent les moustiques pour 6 euros (4000 f CFA) par nuit. Ce salaire permet par la même occasion de mieux faire accepter un projet pour le moins controversé.

Résistances citoyennes

Après l'échec retentissant du coton Bt de Monsanto (cf. *Billets* n°268, juin 2017), les Burkinabè sont conscient·e·s des enjeux des OGM. Ils et elles se sont mobilisé·e·s en juin 2018 pour montrer leur opposition aux projets d'introduction de végétaux et désormais d'animaux génétiquement modifiés dans leur pays. La marche a été organisée par le Collectif citoyen pour l'Agro-Écologie (CCAÉ), composé d'une quarantaine d'associations paysannes et de la société civile. Toutefois, en septembre 2018, l'Agence Nationale de Biosécurité du Burkina Faso donne le feu vert à Target Malaria pour le premier lâcher de moustiques. Le porte-parole de la CCAÉ, Ali Tapsoba, dénonce cette décision prise sans débat public, dans une grande opacité et le manque de réponse aux questions des citoyen·ne·s. Il critique aussi l'emploi de jeunes comme « *cobayes humains* » pour les captures et que les populations ignorent l'enjeu du projet et ses risques. La médiatisation de l'opposition de la CCAÉ a fait monter les tensions dans les localités concernées. La crainte de l'annulation du projet incite les jeunes « *captureurs* » à défendre Target Malaria.

Conséquences imprévisibles

L'African Centre for Biodiversity (ACB), une organisation qui lutte contre l'introduction d'OGM en Afrique et pour la souveraineté semencière des paysan·ne·s, a publié un rapport critiquant le projet Target Malaria, en mettant en avant les risques sous-estimés.

L'apparition de résistances au forçage génétique ne peut être exclue et donc il est impossible de prévoir le devenir des mutants. Le risque de transfert de gènes à une autre espèce reste possible. Comme on peut le lire sur le site internet de Target Malaria, « *notre technologie cible spécifiquement les espèces d'anophèles et ne devraient pas affecter d'autres moustiques ou insectes* ». C'est le moins que l'on peut espérer. Les risques sont d'autant plus grands qu'aucun retour en arrière n'est possible. Au point de vue sanitaire, il n'y a aucune donnée. Si une femelle mu-

Perspectives militaires

La seconde entité investissant le plus dans les recherches sur le forçage génétique n'est autre que l'armée américaine par le biais de son Agence pour les projets de recherche avancée de Défense (DARPA, en anglais) : le risque qu'une telle technologie soit utilisée comme arme biologique est pris très au sérieux par l'administration états-unienne. Celle-ci explique en effet sur son site que le projet « *safe genes* » (*gènes sûrs*) vise à développer des techniques de défense face à l'usage « intentionnel ou accidentel » de technologies de modifications génomiques, dont le forçage génétique fait partie. La DARPA travaille aussi sur la protection des cultures agricoles dans le cadre du projet « *insect allies* » (*insectes alliés*). Il s'agit d'utiliser les insectes comme vecteur de virus pour transférer un gène à des plantes malades, tel un champ de blé dont la récolte risque d'être perdue, pour leur apporter une résistance à la maladie : c'est le projet de « *thérapie génique* », face à des maladies naturelles ou provoquées par une attaque biologique. Et évidemment, maîtriser une technique de défense à l'aide de ces outils, revient à en maîtriser un usage potentiellement offensif aussi.

tante s'échappe du laboratoire ou naît tout de même du croisement, quelles conséquences pour la transmission de la maladie ? Un accident de laboratoire n'est jamais exclu. Et d'un point de vue éthique, on peut s'interroger sur la légitimité de scientifiques occidentaux de supprimer un groupe d'espèces de moustiques en Afrique...

Les porteurs du projet accompagnés de traducteurs locaux sont venus expliquer ce qu'est un OGM. Cependant, plusieurs villageois ont rapporté au quotidien anglais le *Daily Telegraph* (8/10) que leurs interlocuteurs n'ont exposé que les avantages du projet mais pas les risques pour les populations.

Le projet s'il se passe comme prévu ne peut toutefois éradiquer qu'une population localisée de moustiques. Or, une fois que la population locale de moustiques aura disparu, l'habitat restant vacant, une population de moustiques venue d'ailleurs, non touchée par

la mutation, pourrait coloniser cet habitat. Pour éviter un retour à la case départ, il faudrait possiblement des milliers de lâchers à l'échelle de pays entier, voire plus... et potentiellement recommencer régulièrement. Il ne s'agit donc au final, de l'aveu des chercheurs, que de réduire la population de moustiques vecteurs de la maladie. Tout en maintenant un marché en constant renouvellement pour ces promoteurs de biotechnologies...

Des précédents qui ne manquent pas de piquant

Le premier cas de lâcher de moustiques génétiquement modifiés a été réalisé dès 2009 par la société britannique Oxitec. Celle-ci a travaillé dans plusieurs pays distincts touchés par le paludisme, le virus zika, le chikungunya ou la dengue, des maladies de zone tropicale véhiculées par plusieurs espèces de moustiques. Le bilan n'est pas réjouissant pour l'entreprise. Premièrement aux Îles Caïmans, où aucune régulation sur le sujet n'existait, l'entreprise a réalisé des lâchers en 2010 mais l'a annoncé publiquement qu'un an plus tard, une fois le programme terminé¹. De plus, l'étude sur laquelle s'appuie Oxitec pour déclarer que la réduction des populations de moustiques est un succès a été faite par... Oxitec elle-même. Lors d'un second lâcher en 2016, des protestations citoyennes ont mis en lumière les risques du projet². Pour finir, en novembre 2018, le gouvernement caïmanais a décidé d'arrêter de financer le projet d'Oxitec, dû aux coûts trop élevés³. Le manque de transparence des résultats n'a pas empêché d'autres pays de lancer un partenariat avec Oxitec, notamment la Malaisie. Là encore, Oxitec est accusée de ne pas avoir averti les populations de lâchers de milliers de moustiques transgéniques^{4,5}. Les autorités malaisiennes ont dû employer des insecticides pour éradiquer tout les moustiques mutants après qu'ils aient été lâchés⁶. Le programme fut arrêté en 2015, à cause du coût et du manque de résultats selon le gouvernement de Kuala Lumpur⁷.

Le troisième pays où Oxitec a opéré est le Brésil, où l'opération est aussi un échec. En septembre 2019, la revue scientifique *Nature* révèle une étude sur l'introduction de moustiques OGM stériles par Oxitec dans la ville de Jacobina, région de Bahia, avec le même but qu'au Burkina Faso. Une équipe américaine introduit un moustique génétiquement croisé avec une souche cubaine et

mexicaine. Le taux de survie en laboratoire avoisine les 4 %, ce qui dans la nature représenterait une baisse conséquente de la population de moustiques, mais celle-ci n'est que temporaire. En effet, au fil des générations, la reproduction des 4 % de survivants amène à reconstituer la population à un niveau proche de l'antérieur. Les auteurs de l'article concluent que la nouvelle population de moustiques est désormais un croisement de trois souches (cubaine, mexicaine et la locale). Ce qui génétiquement confère une résistance potentiellement plus importante aux insecticides que la souche locale. Oxitec laisse donc un cadeau empoisonné aux populations locales.

Le forçage lobbyiste

Au regard du droit international, a-t-on le droit de diffuser des OGM sans l'avis des populations locales ? L'ONU a statué l'année passée, par le biais de la Convention on Biological Diversity sur les lâchers d'OGM. La proposition initiale soumise au vote était d'interdire ces lâchers dans la nature mais l'Union africaine (UA) a voté contre, sans tenir compte des contestations de la société civile. Le texte voté finalement indique que ces lâchers doivent être faits de manière limitée et avec l'accord « libre, préalable et informé » des populations locales – une terminologie déjà utilisée par exemple pour les accaparements de terres... L'Union africaine s'est appuyée sur un rapport de son organe de développement : l'agence de planification et de coordination du NEPAD, New Partnership for Africa's Development. Le NEPAD, très contesté par la société civile africaine, est un programme libéral lancé en 2001 à l'initiative de l'Afrique du Sud, du Nigeria, de l'Algérie, de l'Égypte et du Sénégal, intégré quelques années plus tard à l'UA, qui promeut la mobilisation d'investisseurs, de partenaires commerciaux et de ressources extérieures pour répondre aux grands enjeux auxquels fait face le continent.

Pour émettre son rapport sur le forçage génétique, la NEPAD a reçu 2,3 millions de dollars de l'Open Philanthropy Project (fondation créée par un des co-créateurs de Facebook : Dustin Moskovitz). Cette fondation américaine finance également le projet Target Malaria à hauteur de 17,5 millions de dollars, mais elle n'est pas la seule. Dans les financeurs, on retrouve sans surprise la Fondation Bill et Melinda Gates, qui a « généreusement » alloué 75 millions de dollars au

projet. Elle avait d'ailleurs financé Oxitec pour des essais aux États-Unis. Target Malaria ne compte pas s'arrêter au Burkina. Trois autres pays sont impliqués dans ce projet : le Mali, le Ghana et l'Ouganda.

La voie OGM, ultime solution ?

Le Collectif Citoyen pour l'AgroÉcologie propose une alternative aux moustiques transgéniques : la tisane d'Artemisia. Il s'agit d'une plante avec des vertus anti-paludéenne. Cette plante est loin d'être inconnue. En 2015, la chercheuse chinoise Youyou Tu a obtenu le prix Nobel de médecine pour ses travaux sur l'artémisinine, un extrait d'Artemisia, et ses effets sur le paludisme. Cependant, la prise de l'Artemisia en tisane peut avoir des résultats aléatoires et dangereux. La demande de recherche sur la tisane d'Artemisia par le CCAE est donc légitime mais n'est pas prise en compte par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Pourtant, cette plante pourrait être cultivée directement dans les villages et ainsi soigner à un coût dérisoire. Comment expliquer l'absence d'engouement pour cette plante par l'OMS ? L'OMS, qui a reçu plus de 2 milliards de dollars en 20 ans de la fondation Bill et Melinda Gates, a préféré soutenir la solution transgénique. La fondation des Gates est aussi actionnaire de la firme Monsanto (fusionnée récemment au groupe Bayer, géant des pesticides), qui cherche activement à imposer ses semences OGM. Actuellement, le cheval de bataille de Monsanto est l'introduction du niébé Bt, qui conférerait à ce haricot ouest-africain un gène produisant un insecticide. Et la fondation du fondateur de Microsoft soutient depuis longtemps le développement des OGM au Burkina, par exemple du sorgho transgénique (Cf. *Billets* n°204, été 2011), et sur le reste du continent africain, par exemple avec de la banane génétiquement modifiée (Cf. *Billets* n°237, été 2014). Comme le pointe le rapport de l'African Centre for Biodiversity, la préoccupation des multinationales et fondations américaines pour la santé des enfants africains pourrait cacher autre chose : une « stratégie de relation publique pour orienter le débat – sur le forçage génétique – loin des autres utilisations possibles qui ne gagnerait pas l'opinion publique », comme l'agriculture.

Bernard Besnier

1. F. MacLeod, « The optimal socialization of modified mosquitoes to combat infectious disease » (2019). *Senior Capstone Projects*. 922

2. « Activists in US raise alarm over GM mosquitoes », *Cayman News*, 16/05/2016

3. « Minister: No more funds for genetically modified

mosquito program », *Cayman Compass*, 25/11/2018.

4. F. MacLeod, *op.cit.*

5. Lacroix R. et al. (2012) « Open Field Release of Genetically Engineered Sterile Male *Aedes aegypti* in Malaysia », *PLoS ONE* 7(8), e42771.

6. « GM mosquito project shelved », *The Star*, 6/03/2015.

7. Woo W.T., Koh H.L., Teh S.Y. (2020) « Achieving Excellence in Sustainable Development Goals in Sunway University Malaysia ». In: Leal Filho W. et al. (eds) *Universities as Living Labs for Sustainable Development*. World Sustainability Series. Springer, Cham.

DERNIÈRES NOUVELLES DE LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME » DE LA FRANCE EN AFRIQUE

La mort de 13 soldats français de l'opération Barkhane dans une collision d'hélicoptère au Mali est venue rappeler l'existence d'une calamiteuse guerre française au Sahel.



Barkhane ne s'enlise pas, Barkhane s'adapte en permanence. Barkhane se transforme pour avancer plus loin, pour mieux accompagner les forces armées sabéliennes dans leurs opérations », avait tweeté Florence Parly, la ministre des Armées, à l'occasion d'une visite au Tchad le 4 novembre dernier. Le style n'est pas sans rappeler l'emphase de la Pravda pour saluer les « succès » des plans quinquennaux du temps de l'Union soviétique, mais il dissimule mal la réalité de la situation sur le terrain. « *Nous ne sommes pas en train de gagner la guerre au Sabel* », confiait cet été le Secrétaire général de l'ONU (Libération, 13/09), dont les rapports sur le Mali (liés à l'existence de la force de l'ONU sur place, la Minusma), font chaque trimestre depuis cinq ans le constat d'une montée en puissance des groupes djihadistes malgré la guerre qui leur est livrée. « *Je pense malheureusement qu'aujourd'hui, les conditions d'une extension de la déstabilisation de la zone sont réunies* », expliquait pour sa part aux parlementaires le général Lecointre, chef d'état-major des armées, en juin dernier même s'il n'y voyait aucune raison de remettre en cause la stratégie française. « *L'opération "Barkhane" semble dans l'impasse* », considère au contraire le général Bruno Clément-Bollée, ancien directeur de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) devenu consultant, et libéré du devoir de réserve (LeMonde.fr, 04/11). Il dit même craindre que le contingent français soit « *obligé de quitter le théâtre un jour prochain sous une pression populaire, et non sécuritaire, simplement parce que l'idée même de sa présence au Sabel sera devenue insupportable* ». « *Le ras-le-bol des populations crève les yeux face au vide des États et à l'inefficacité de "l'action" internationale* », estime-t-il à juste titre.

La France accusée

Cette colère alimente en effet des accusations de plus en plus insistantes, jusque dans les classes politiques maliennes et burkinabè, sur les véritables raisons de la présence militaire étrangère au Sahel¹ et un prétendu double jeu mené par la France à l'égard des djihadistes. Les déclarations récentes du chanteur Salif Keita en constituent un bon exemple : « *La France est responsable des tueries au Mali. Il n'y a pas de djihadiste au Mali (...) [la] France paye des gens pour déstabiliser le Mali et crée des fausses rumeurs sur la présence de djihadistes* » (LeFaso.net, 17/11). Ces rumeurs prennent aujourd'hui une telle ampleur que le général Lecointre s'est senti obligé d'y répondre en accordant une longue interview à RFI (29/11). Mais il n'est pas sûr que la posture outragée (« *Je ne supporte plus ces rumeurs (...) imaginer que nous sommes là pour des richesses est injurieux* »), les assertions risibles (« *L'armée française dit la vérité. Je pense que c'est important de bien le mesurer* ») et le déni persistant sur l'instrumentalisation des indépendantistes touareg du MNLA au début de l'intervention militaire au Mali (« *La France, quand elle a lancé l'opération "Serval", n'est entrée en connivence avec personne* »), incitent les détracteurs de l'opération Barkhane à faire la part des choses... Pas certain non plus que l'attitude du président français à l'égard de ses homologues africains contribue à faire retomber la fièvre. « *Macron rappelle les chefs d'Etat africains à l'ordre* », titrait par exemple LeParisien.fr (04/12) après que celui-ci a « *fermement convié les dirigeants des pays du Sabel à un sommet* » le 16 décembre à Pau pour une « *clarification* ». « *Je ne peux ni ne veux avoir des soldats français au Sabel alors que l'ambiguïté perdure à l'égard des mouvements antifrancophones* », a asséné Macron qui a littéralement ordonné

aux chefs d'États africains d'affirmer leur soutien à la France « *politiquement dans leur pays devant leur opinion publique* ». Il est possible que ces dernières déclarations visent à obtenir le départ des gouvernements maliens et burkinabè des ministres les plus hostiles à l'ingérence française, ou à faire capoter les tentatives de négociations avec les échelons subalternes des groupes djihadistes – une stratégie de dialogue politique pourtant recommandée par de nombreux observateurs pour sortir de l'impasse militaire, mais sur laquelle la France a mis son veto.

Évolutions stratégiques

« *Le contexte que nous sommes en train de vivre au Sabel nous conduit aujourd'hui à regarder toutes les options stratégiques* », a également déclaré le chef de l'État après la mort des 13 militaires français (AFP, 29/11). Mais pour l'instant, quelles que soient les adaptations apportées à l'action de la force Barkhane, la stratégie française semble battue en brèche. Depuis la fin 2017, Barkhane s'est attachée à concentrer ses efforts sur certaines zones jugées prioritaires, pour les « *pacifier* » dans la durée, notamment la zone dite des trois frontières (Mali, Burkina Faso, Niger). Dans le prolongement, en octobre 2018, l'armée française a commencé à intervenir au Burkina Faso, officiellement à la demande des autorités burkinabè, avec lesquelles a été signé il y a un an un nouvel « *accord intergouvernemental de défense* ». En réalité, cela faisait plusieurs mois que des pressions françaises s'exerçaient pour obtenir une demande officielle. Si c'est chose faite, les relations ne semblent toutefois pas complètement apaisées avec les militaires burkinabè. En témoigne cette note de l'état-major de l'armée burkinabè adressée à l'attaché de défense de l'ambassade de France à Ouagadougou, lui enjoignant de l'informer désormais « *48 heures à l'avance, de tout déplacement de [ses] aéronefs* » faute de quoi ces derniers seraient « *considérés comme ennemis et traités comme tels* » (Jeune Afrique, 18/11). La France n'avait en effet pas l'habi-

1. 800 soldats des forces spéciales américaines sont également présents au Niger. Quelques pays européens participent aux missions de formation de l'UE ou à la Minusma. Certains d'entre eux appuient

formellement l'opération Barkhane, mais uniquement sur les volets formation et soutien logistique. Seuls les Estoniens ont directement pris part à quelques opérations sur le terrain.

tude de demander la permission pour faire voler ses drones au Mali ou au Niger... Depuis début 2019, les militaires français s'organisent aussi pour se déployer plus au centre du Mali, sur la rive sud du fleuve Niger, à partir d'une base construite à Gossi. Mais les moyens matériels et humains de Barkhane n'étant pas extensibles à l'infini, cela se traduit par le désengagement d'autres régions. La base de Madama au Niger, proche de la frontière libyenne, a ainsi été « *mis[e] en sommeil* » (communiqué du ministère des Armées, 19/07).

Des supplétifs toujours défaillants

Par ailleurs, si la présence des militaires de Barkhane permet parfois un semblant de sécurisation et la reprise des activités économiques des populations, les effets de cette présence restent éphémères (et non dénués d'effets secondaires contre-productifs, voir plus loin). « *La zone de Ménaka était, il y a quelques semaines, c'est-à-dire avant le redéploiement vers Gossi, présentée comme un succès du contre-terrorisme. Aujourd'hui, elle connaît de nouveau une sérieuse détérioration sécuritaire. En fait,*

dès que les Français s'éloignent un peu, cela repart », estimait par exemple le chercheur Yvan Guichaoua en mai dernier (*Le Figaro*, 13/05). Pour pallier ces insuffisances, un autre axe de la stratégie française consiste à renforcer sa coopération opérationnelle avec les armées nationales du Mali et du Burkina dans l'espoir que ces dernières puissent prendre le relais et tenir le terrain pendant que l'armée française se déploie dans de nouvelles régions. Mais en dépit des programmes de formations – parfois cacophoniques – des partenaires du Mali, à commencer par celui de la mission européenne EUTM, les Forces armées maliennes (FAMA) s'avèrent incapables de faire face. Depuis plusieurs mois, elles essuient une série de défaites sanglantes, les djihadistes n'hésitant pas à les attaquer au sein même de leurs garnisons. « *Depuis mars 2019, plus de 150 "Famas" ont été tués, dont une majorité au cours d'attaques d'envergure contre des camps militaires : à Dioura le 17 mars (26 morts), à Guiré le 21 avril (11 morts), à Boulikessi le 30 septembre (au moins 40 morts) et à Indelimane le 1er novembre (au moins 49 morts)* » (*Orient XXI*, 14/11).

Introuvable G5

Quant à la force commune, dite du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad), initiée par la France et officiellement créée par les 5 chefs d'États africains début 2017, elle ne fait que de la figuration auprès de Barkhane, et court toujours après la majorité des 420 millions d'euros jugés nécessaires à son lancement et promis par divers donateurs étrangers. Craignant vraisemblablement une évaporation des financements dans les sables de la corruption, l'Europe a finalement préféré un « *arrangement technique* » pour directement « *doter la force conjointe en équipement* », selon le ministre burkinabè des Affaires étrangères (*LeMonde.fr*, 22/11). En marge du second Forum de Paris sur la Paix, le 12 novembre dernier, après un déjeuner avec les présidents Issoufou (Niger), Déby (Tchad) et Kaboré (Burkina Faso), notre Macron national a annoncé qu'il allait « *rappeler à l'ordre* » des pays partenaires « *qui s'étaient engagés dans l'Alliance pour le Sabel et qui tardent parfois à livrer leur aide* » (*AFP*, 12/11). Quelques jours plus tard, la ministre des Armées, Florence Parly, lors d'une audition devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, déplorait pourtant toujours l'enga-

LES VÉRITABLES RAISONS DE LA "GUERRE CONTRE LE TERRORISME" DE LA FRANCE EN AFRIQUE

Des accusations de plus en plus répandues prêtent à la France l'intention de faire main basse sur les richesses minières et énergétiques inexploitées du nord du Mali. Des rapports de prospective sont régulièrement élaborés par différents pays et organisations internationales sur la sécurisation à moyen et long terme des approvisionnements en provenance d'Afrique pour les besoins des industries civiles ou de défense, et les rivalités que cela suscite entre grandes puissances. « *Nous avons aussi des intérêts économiques et stratégiques dans cette région [du Sabel] qui deviendra peut-être un réservoir de croissance* », assurait en 2016 Henri de Raincourt, l'ancien secrétaire d'État à la coopération de Nicolas Sarkozy.

Pour autant, à ce jour, aucun élément matériel ne permet d'affirmer que l'intervention militaire française soit directement liée à des projets immédiats d'exploitation des zones enclavées du nord du Mali. Cela ne signifie évidemment pas que la France agit de manière désintéressée, comme l'affirmait de manière un peu ridicule l'ancien président Hollande au moment du déclenchement de l'opération Serval. « *Si la France ne s'était pas*

engagée (...), et bien les risques les plus grands auraient existé pour nos six mille ressortissants à Bamako et puis pour les ressources tout à fait importantes en uranium qui se trouvent au Niger », estimait pour sa part le général Desportes, ancien directeur de l'École de Guerre (*France Culture*, 24/07/13). La volonté de mettre fin aux prises d'otages, qui constituaient une épée de Damoclès sur les intérêts économiques français dans toute la région a sans doute fortement joué. L'obsession française de lutter contre l'immigration clandestine en provenance de pays où l'insécurité s'accroît (lutte contre le terrorisme et contre l'immigration sont fréquemment associées dans les discours politiques) constitue vraisemblablement une motivation supplémentaire aujourd'hui. Il existe enfin des raisons communes à toutes les interventions militaires de la France dans ses anciennes colonies : maintenir le statut de la France sur la scène internationale en assumant ses « *responsabilités historiques* », c'est-à-dire en continuant à jouer le rôle de gendarme dans le pré-carré. En contrepartie, les autorités françaises trouvent naturel d'essayer de rentabiliser ces interventions : par

une ingérence politique accrue, par l'obtention de marchés liés à la guerre ou à la « *reconstruction post-conflit* », par l'expérimentation et la vente d'armes qui auront fait la preuve de leur efficacité...

Lorsqu'elles reconnaissent un intérêt propre, les autorités françaises invoquent uniquement la défense de l'Europe : « *Si on ne va pas les chercher sur place, ils viendront nuire chez nous* », affirmait par exemple le chef d'état-major de Villiers après le lancement de Barkhane (*Les Echos*, 10/11/14). L'argument n'était pas nouveau : il avait déjà servi pour justifier la guerre contre les Talibans en Afghanistan aux côtés des Américains et il servira pour l'opération Chammal contre l'État islamique en Irak et en Syrie. En réalité, selon tous les chercheurs, les groupes djihadistes du Sahel ont jusque-là un agenda politique essentiellement local. En 2018, l'Élysée reconnaissait d'ailleurs qu'il n'y avait « *pas d'agenda de projection d'attentat en Europe de la part des groupes du Sabel* » (*Le Monde*, 23/07/18). Mais bien sûr, cela pourrait changer et il n'est pas exclu que ces groupes cherchent à mener des actions de représailles en réaction à la guerre qui leur est menée.

gement non encore tenu par l'Arabie saoudite concernant une promesse de financement à hauteur de 100 millions d'euros (RFI, 21/11) qui devait notamment servir à acheter du matériel militaire... français (*La Lettre du continent*, 20/06/18). Et rien n'est réglé non plus concernant un financement pérenne de cette force multilatérale, les États-Unis refusant de la voir placée sous un mandat - et un financement - de l'ONU, et les gouvernements du G5 consacrant déjà chacun plus de 20 % de leur budget aux dépenses militaires.

La faute à l'ONU

Outre les promesses de financement non tenues, les chefs d'État africains rejettent la responsabilité de la situation sur l'inefficacité de la force onusienne, la Minusma, qui coûte pourtant 1 milliard de dollars par an. À l'occasion du Forum de Dakar, les présidents du Sénégal et de la Mauritanie ont remis sur la table la question d'un mandat « plus robuste » (RFI, 20/11). Ce qu'ils souhaitent en réalité, c'est la transformation d'une mission dite « de maintien de la paix » (liée à l'accord d'Alger de 2015 signé entre la République du Mali et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA)) en mission de lutte contre le djihadisme, ce qui n'a aucune chance d'être obtenu au Conseil de sécurité, ni d'être appliqué sur le terrain. La mission onusienne, dotée d'un mandat un peu fourre-tout, ne peut qu'agir en soutien de la force barkhane ou des forces maliennes, ou « prendre des mesures actives pour protéger les civils par des patrouilles actives dans les zones à risque » (Résolution 2423 du conseil de sécurité de l'ONU). Mais cela ne fait que peu de temps qu'elle s'efforce de mener ses propres patrouilles dans le centre du Mali, l'essentiel de ses efforts ayant été jusque-là consacrés à se protéger elle-même des djihadistes qui en avaient fait leur cible principale (c'est l'opération la plus dangereuse de l'ONU, avec près de 200 morts depuis son lancement). Et son incapacité à empêcher les effroyables massacres commis ces derniers mois par les milices identitaires lui vaut une solide inimitié des populations, qui se traduit parfois par le caillassage de ses convois (*LeMonde.fr*, 19/08).

Dispositifs en pagaille

Face à l'extension géographique de la menace djihadiste, à l'insuffisance des forces armées maliennes, burkinabè et, dans une moindre mesure, nigériennes, les autorités françaises ont alors entrepris d'impliquer directement les États voisins non membres du G5 Sahel. « L'une de nos priorités doit être d'encourager les pays qui sont en train d'affronter la contagion du djihadisme, à s'entendre avant que la crise ne dégénère », expliquait ainsi le général Lecointre en juin dernier, lors d'une audition devant les



L'armée française cherche -en vain- à donner une image de proximité... (Photo prise en 2015 au Mali, CC Fred Marie)

parlementaires, évoquant une éventuelle « force conjointe » associant désormais « le Bénin, le Togo, le Ghana » au G5. Un sommet extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) consacré aux questions de sécurité s'est ainsi tenu à Ouagadougou le 14 septembre, précédé de plusieurs déclarations allant dans ce sens, des présidents ivoirien, sénégalais, nigérien et bien sûr français, Macron déclarant à l'occasion du sommet du G7 à Biarritz, en duo avec la chancelière allemande, qu'il fallait redéfinir le « périmètre de sécurité » et « changer d'échelle et de méthode » (*LeMonde.fr*, 26/08). Mais la Cedeao s'est contentée de promettre un nouveau financement de 200 millions de dollars par an sur cinq ans. « Paroles, paroles... », serait-on tenté de chanter à ce stade. Macron a alors insisté auprès du Tchad, et vient d'obtenir un accord de principe, pour que ce dernier envoie à nouveau ses soldats au Mali dans le cadre du G5. Jamais à court de sigles ou d'usines à gaz, Macron a également annoncé, toujours lors du sommet de Biarritz et en lien avec l'Allemagne, un « partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel » (P3S), qui a été ensuite discuté lors du Forum de Dakar. Il s'agirait cette fois, selon le Premier ministre français Édouard Philippe, d'agir sur le renforcement de la chaîne pénale (police-justice) des pays sahéliens en lien avec la Cedeao (RFI, 19/11), mais le projet reste encore très flou. Enfin, faute d'avoir pu les associer à la force Barkhane (à quelques petites exceptions près), la France tente aujourd'hui d'obtenir de ses partenaires européens une contribution pour mettre en place un regroupement de forces spéciales baptisé Task force « Takuba » (« sabre », en langue tamachek, Sabre étant le nom de l'opération du Commandement des opérations spéciales (COS) aux côtés de Barkhane). Il s'agirait pour eux d'encadrer et d'accompagner au combat les forces maliennes et burkinabè, à l'image de ce qui s'est pratiqué en Afghanistan.

Pas de solution militaire

Toutes ces initiatives militaires n'empêchent pas les autorités françaises de répéter en boucle que « la solution militaire n'existe pas » (Florence Parly, AFP, 08/11). « Tant qu'on n'aura pas gagné la bataille de la grande pauvreté, de l'éducation, de la santé et des opportunités économiques, les djihadistes gagneront mécaniquement du terrain », explique Macron lui-même périodiquement (RFI, 28/06). Mais, rien n'y fait, la priorité reste à l'action militaire. De multiples initiatives en faveur du « développement » sont régulièrement annoncées, principalement par des pays ou des structures étrangères aux pays africains, et elles drainent des milliards... de promesses. L'armée française elle-même prétend avoir intégré cette dimension en mettant en œuvre depuis 2018, à la demande du Président, une « stratégie globale ». Un partenariat a par exemple été mis en place entre la force Barkhane et l'Agence française de développement (AFD), sommée d'intervenir au Mali en fonction des besoins et des priorités géographiques de l'armée française. Cette dernière développe aussi de longue date ses propres actions dites « civilo-militaires » (construction ou réparation de ponts, puits, écoles ; fournitures de services médicaux, etc.), régulièrement signalées sur le site du ministère et censés prouver que Barkhane « agit systématiquement au bénéfice de la population locale » (Dossier de presse du ministère des Armées, 2018). Elles ne servent en réalité qu'à favoriser l'acceptation de la force française par les populations locales : « gagner les cœurs et les esprits » de la population pour obtenir du renseignement et la détacher de l'emprise des mouvements djihadistes. Ces projets ne sont par ailleurs pas dénués d'effets pervers, car ils renforcent le discrédit des États africains qui devraient fournir ces services (*LeMonde.fr*, 04/05). Or, un point commun à toutes les études sur l'implantation des groupes

djihadistes est précisément de pointer les frustrations des populations à l'égard de l'État ou de ses représentants, perçus comme inefficaces ou injustes.

Contre-insurrection

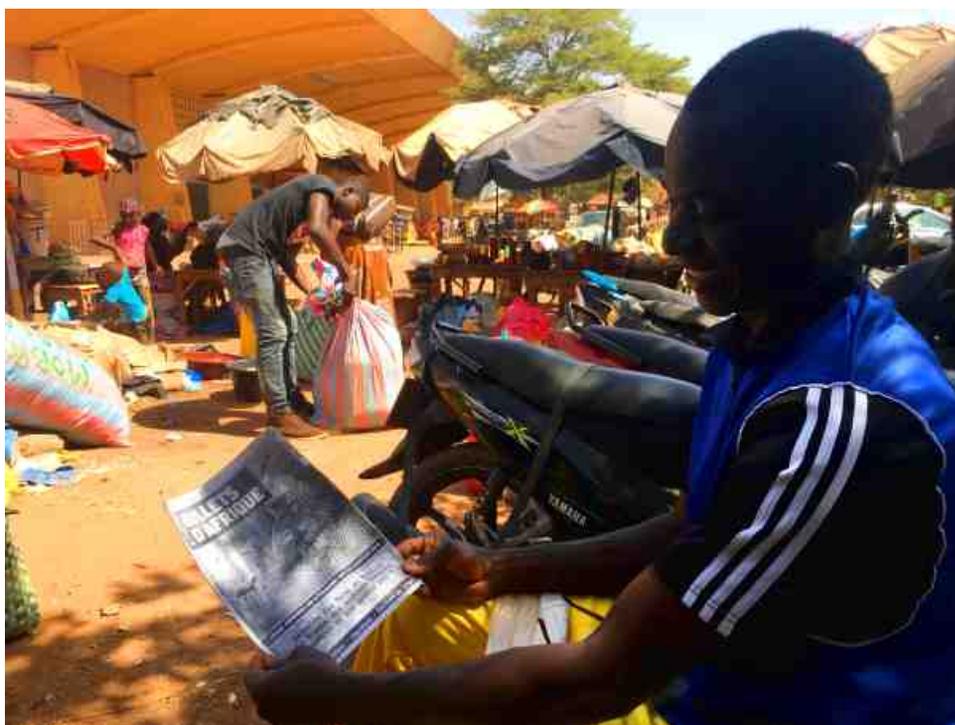
Les bonnes œuvres de l'armée française masquent aussi un autre volet de son activité, également inspiré des théories contre-insurrectionnelles, à savoir les activités de police auxquelles se livrent les militaires : fouille des maisons, des véhicules, interrogatoires, prise d'empreintes digitales et ADN... Un récent reportage de l'AFP (25/11), malheureusement pas relayé par d'autres organes de presse, était consacré à l'opération conjointe Bourgo IV, associant les militaires français et les soldats burkinabè et maliens du G5 pour une opération de ratissage dans la forêt de Tofa Gala, dans le nord du Burkina Faso où est implanté le mouvement armé Ansarul Islam. Extrait : « Six huttes se profilent sous le soleil de plomb, quelques femmes et enfants sont regroupés sous un acacia. Aucun homme. En silence, des éléments français fouillent les habitations. L'un découpe un matelas, l'autre secoue les nattes. "On cherche des moyens de communication et des composants utilisés pour faire des IED", des mines artisanales, explique le chef de groupe Pierrick. (...) Plus tard, deux soldats de rang repassent le fil de la journée: "On ne peut pas fouiller comme ça et couper des matelas, regarde comment les gens nous regardaient ! - (...) "Mais c'est le seul moyen ! Imagine si un téléphone était caché dans le matelas". "Dans des zones d'influence terroriste, tout le monde peut potentiellement être un ennemi, ils le savent et en jouent", abonde un gradé français. Une

centaine de téléphones comme celui-ci ont été saisis durant les deux semaines de Bourgo IV, 24 personnes ont été tuées ou capturées et une soixantaine de motos emmenées selon l'état-major français [la circulation à moto est interdite pour limiter le risque d'attaques]. Les 1.400 soldats se sont retirés le 17 novembre, abandonnant la zone à nouveau à elle-même, ou à d'autres. »

S'il l'on ajoute à ce tableau les bombardements réguliers des avions français, qui ne font guère de distinction entre les djihadistes convaincus, les combattants de circonstance, les supplétifs pas toujours majeurs, ou ceux qui auront été recrutés de force ; si l'on complète le tableau avec les exactions commises

par les alliés africains de l'armée française (troupes régulières ou milices supplétives), qui font sur certaines périodes plus de victimes civiles que les djihadistes eux-mêmes ; si on évoque enfin en passant le soutien français à des régimes autoritaires ou corrompus au nom de la guerre contre le terrorisme, on aura un petit aperçu de l'absurde et vaine prétention d'une armée étrangère à vouloir « conquérir les cœurs et les esprits » des populations locales, et on comprendra mieux pourquoi les groupes djihadistes peuvent continuer à recruter plus rapidement que les pertes qui leur sont infligées.

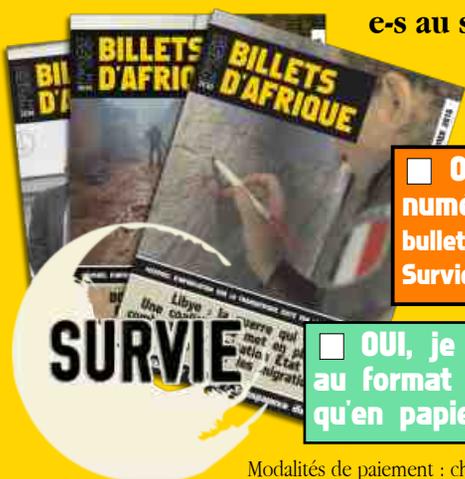
Raphaël Granvaud



Pour trouver *Billets d'Afrique* à Ouagadougou, rendez-vous chez M. Daouda, libraire à la gare des trains Sitarail !

SOUTENEZ-NOUS : ABONNEZ-VOUS !

Pour décrypter la politique de la France en Afrique, retrouvez chaque mois dans votre boîte aux lettres douze pages d'analyse critique des principaux faits de l'actualité franco-africaine. *Billets d'Afrique* est entièrement réalisé par des bénévoles, militants au sein de *Survie*, une association qui dénonce la Françafrique depuis 1984.



OUI, je m'abonne pour un an (soit 11 numéros) à *Billets d'Afrique*. Je renvoie ce bulletin complété, accompagné de mon paiement à : *Survie* - 21ter, rue Voltaire - 75011 Paris

OUI, je souhaite recevoir *Billets d'Afrique* au format numérique, par email, plutôt qu'en papier.

nom :

prénom :

adresse :

code postal :

ville :

email :

TARIFS

France : 25 €

Petits budgets : 20 €

Étranger et Outre-mer : 30 €